

Unité Départementale Aube – Haute-Marne CHAUMONT, le 14 août 2025

Nos réf. : SHM/ET/MI n° 25 - 226

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visites d'inspection du 29/07/2025 et du 05/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SNDPL

4 route de Saint-Martin
RN 19
52330 JUZENNECOURT

Code AIOT : 0005703072

1) Contexte

Le présent rapport rend compte des inspections réalisées les 29 juillet 2025 et 05 août 2025 dans l'établissement SNDPL implanté 4 route de Saint-Martin - RN 19, 52330 JUZENNECOURT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les visites ont été mises en place à la suite d'une plainte téléphonique, relative aux odeurs émises par l'établissement, reçues le matin même pour la première visite et la semaine suivante pour la seconde.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNDPL
- 4 route de Saint-Martin - RN 19 - 52330 JUZENNECOURT
- Code AIOT : 0005703072
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SNDPL est spécialisée dans le décapage thermique et chimique de pièces métalliques.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 19/04/2016, article 1.3	Mise en demeure	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les plaintes récurrentes nécessitent de rechercher les causes des odeurs et les solutions permettant d'y remédier.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conception des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2016, article 1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.
Constats : A la suite d'un appel téléphonique, reçu le 29 juillet 2025, l'inspection s'est rendue le jour même aux alentours de 13h15 sur le site. Sur place aucune odeur n'a été détectée et le plaignant a indiqué, qu'en effet, les odeurs avaient cessé. En réponse à une question de l'inspection, l'exploitant a déclaré qu'il avait fait deux fournées dans la matinée qui s'étaient achevées vers 12h30. La seconde fournée a connu un incident avec émission de fumée vers 12h. Afin de pouvoir constater l'émission d'odeurs en condition réelle, lors du fonctionnement du four, l'inspection a pris rendez-vous avec l'exploitant afin d'être présent lors de son fonctionnement. Une seconde visite a donc été programmée le 5 août 2005 après-midi. La visite s'est déroulée de 13h15 à 16h00. Une présence de l'inspecteur a été assurée durant : <ul style="list-style-type: none">• la fin de la seconde fournée de la journée,• l'ouverture du four avec l'évacuation vers l'extérieur des pièces chaudes- le rechargement du four et sa remontée en température,• la durée de la 3ème fournée de la journée.

L'inspection a consisté à tourner à l'intérieur du bâtiment d'exploitation, en périmètre de celui-ci et aux environs plus lointains, sous le vent, majoritairement sur le chemin de l'Ellier qui borde le site au sud et surtout sur la route de Saint Martin, située un peu plus loin, autour du château d'eau, et devant le lotissement « le Val Viotte ».

Les conditions météo étaient plutôt favorables à la dispersion des odeurs : beau temps, vent variable de nul à fort, de direction variable mais à dominante Nord-Ouest.

Aucun incident à la cheminée n'a eu lieu durant l'inspection.

Les observations principales de cette visite sont les suivantes :

- Aucune odeur lors de l'ouverture finale du four, du transfert des pièces chaudes à l'extérieur pour refroidissement et du rechargement du four ;
- Le jour de la seconde visite les odeurs étaient plutôt fugitives en raison des conditions météo favorable à leur dispersion ;
- La perception des odeurs varie fortement selon la direction et la force de vent mais aussi de la distance vis-à-vis de l'installation (plutôt plus forte à légère distance qu'au pied des bâtiments d'exploitation) ;
- Deux odeurs sont perceptibles :
 - une odeur de brûlé ou de fumée qui est issue, non pas de la cheminée elle-même mais probablement de l'étanchéité défectueuse de la porte du four,
 - une odeur « acide » qui provient probablement de l'aspiration de la zone de décapage à l'eau qui n'a pas de filtration ;
- A l'intérieur des locaux :
 - une odeur forte issue probablement des résidus de décapage à l'eau quand l'aspiration ne fonctionne pas ;
 - des embruns lors du décapage à l'eau des pièces passées au bain ;
 - de la fumée diffuse qui s'échappe parfois du four par les jointures de sa porte.

A noter également qu'en fonctionnement normal, la cheminée du four émet ce qu'un voisin du site appelle de la « fumée transparente ». L'inspection précise qu'en fonctionnement normal, les gaz qui sortent de cette cheminée sont à une température de près de 1 000 °C et que ce qui est visible n'est pas de la fumée mais résulte d'ondes de déformation de la lumière souvent appelées ondes de réfraction thermique ou ondes de turbulence optique.

Eu égard à la récurrence des plaintes, l'inspection considère qu'il convient de vérifier si les dispositions nécessaires sont prises par l'établissement pour limiter l'émission de gaz odorants et d'étudier les solutions permettant d'améliorer la situation.

Il est proposé de prescrire cette vérification par un arrêté préfectoral de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure

Proposition de délais : 6 mois